

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

ÉDITORIAL

Profitions de ce 27e bulletin pour souhaiter à toutes nos lectrices, à tous nos lecteurs et à l'ensemble des militant(e)s pour l'abolition de la dette une excellente année 2007. Pour que tous nos projets communs voient le jour, nous avons besoin de votre soutien, lui seul nous permet de continuer à agir au mieux. Adhésion, abonnement à nos publications, suivi de nos activités sont les meilleurs garants de notre dynamisme et de notre efficacité. N'hésitez plus, ajoutez-les aux bonnes résolutions de la nouvelle année...

▼ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

APRÈS NOTRE AG

Les 2 et 3 décembre s'est tenue à Poitiers l'AG annuelle du CADTM France en présence d'une vingtaine d'adhérent-e-s représentant la plupart des groupes locaux.

Le temps des bilans a montré une association en croissance continue depuis sa création. Notre audience se développe sans cesse : le bulletin électronique est envoyé à plus de 13 000 personnes. Notre association est aujourd'hui reconnue sur le terrain du combat contre la dette. Les moments forts de l'année ont été l'anniversaire du Club de Paris et la sortie du film *Bamako*, objet de nombreuses sollicitations.

Pour ce qui concerne l'avenir, il a été proposé d'organiser des formations internes, en week-end, sur des sujets sur lesquels nous sommes interrogés régulièrement (quel développement, microcrédit...).

L'année 2007, année électorale en France, sera l'occasion d'intervenir sur nos thématiques lors des campagnes électorales, en particulier dans le cadre de la campagne du CRID, 'urgence planétaire'.

Après l'échange d'expériences des groupes locaux, cette AG s'est achevée par l'élection du nouveau CA, avec le maintien du bureau sortant. Si nous ne savons pas toujours comment associer davantage les adhérents isolés à nos activités, le CADTM France connaît un écho croissant. Donc on continue !! Avec vous ??

AGENDA

- 8 janvier, Nantes (44)** : intervention de Damien Millet sur «aide et dette» avec le GREF
- 9 janvier, Angoulême (16)** : intervention de Michaël Charruault après le film *Bamako*
- 11 janvier, Aix-en-Provence (13)** : intervention du CADTM Aix sur le G8
- 12 janvier, Romainville (93)** : intervention de Véronique Racine après *Bamako*, 20h30
- 12 janvier, St Just en Chaussée (60)** : intervention de Roseline Péluchon après *Bamako*
- 12 janvier, Mitry-Mory (77)** : intervention de Nicolas Sersiron après *Bamako*
- 13 janvier, Lille (59)** : activité «OGM et dette» avec les Faucheurs volontaires, MRES, 14h30
- 15 janvier, Vendôme (41)** : intervention de Damien Millet après *Bamako*, 21h
- 16 janvier, Plélan le Grand (35)** : intervention de Julie Castro après le film *Bamako*, 20h
- 19 janvier, Charleville-Mézières (08)** : intervention de Serge Vienne après *Bamako*, 20h
- 20-25 janvier, Nairobi (Kenya)** : FSM
- 23 janvier, Romilly sur Seine (10)** : intervention de Julie Castro après *Bamako*, 20h
- 25 janvier, Nice (06)** : intervention du CADTM Nîmes après *La dignité du peuple*, 20h
- 25 janvier, Grézieu le Marché (69)** : soirée «APD et dette» avec Survie et Peuples solidaires
- 25 janvier, Orléans (45)** : intervention d'Olivier Lorillu après *La dignité du peuple*
- 26 janvier, Mont St Aignan (76)** : intervention de Roseline Péluchon après *Bamako*
- 26 janvier, Grenoble (38)** : intervention de Damien Millet
- 29 janvier, Salies de Béarn (64)** : intervention d'Olivier Duteille après *Bamako*
- 30 janvier, Sèvres (92)** : intervention de Julie Castro après *Bamako*, 21h
- 1er février, la Châtre (36)** : intervention de Claude Quémar après *Bamako*
- 3 février, Lille (59)** : réunion du CADTM Lille sur l'Amérique Latine, MRES, 14h30
- 8 février, Aix-en-Provence (13)** : soirée «Souveraineté alimentaire» avec Attac et Artisans du monde
- 22 février, Avignon (84)** : intervention de Claude Quémar, 19h
- 27 février, Chateaugiron (35)** : intervention de Claude Quémar après *Bamako*
- 28 février, Bréal sous Montfort (35)** : intervention de Claude Quémar après *Bamako*
- 3-4 mars, Liège (B)** : interventions de Julie Castro et Roseline Péluchon sur «Santé et dette»

ARGENTINE, 5 ANS APRÈS...

Argentine, on a beaucoup parlé de toi depuis cette nuit du 19 au 20 décembre 2001 où, après trois ans de récession économique, ton peuple s'est soulevé contre la politique néolibérale menée par le gouvernement de Fernando De la Rúa et son funeste ministre de l'Economie, Domingo Cavallo. Tu as montré que l'action des citoyennes et des citoyens peut infléchir le cours de l'Histoire.

Argentine, l'enchaînement qui a abouti à la révolte de fin 2001 a commencé par la décision du Fonds monétaire international (FMI) de ne pas te verser un prêt prévu alors que tes dirigeants avaient toujours appliqué les mesures impopulaires que le FMI exigeait. De la Rúa a réagi en bloquant les comptes bancaires des épargnants, et spontanément, ta classe moyenne est descendue dans la rue, rejointe par les « sans » (les sans emploi, les habitants des bidonvilles, une majorité de tes pauvres). Le 27 décembre 2001, ta Cour suprême a d'ailleurs ordonné aux banques d'accorder une indemnisation totale à ces épargnants floués.

Argentine, il y a tout juste 5 ans, trois présidents de la République se sont succédé en quelques jours : De la Rúa a fui le 21 décembre 2001, et son successeur, Adolfo Rodríguez Saa, a lui-même été remplacé par Eduardo Duhalde le 2 janvier 2002. Tu as décrété la plus importante suspension de paiement de la dette extérieure de l'Histoire, pour environ 100 milliards de dollars, tant envers les créanciers privés qu'envers les pays riches regroupés au sein du Club de Paris ; des centaines d'usines, abandonnées par leur propriétaire, ont été occupées et l'activité a été relancée sous la conduite des travailleurs ; tes sans emploi ont renforcé leur capacité d'action dans le cadre des mouvements « piqueteros » ; ta monnaie a été très fortement dévaluée ; tes citoyens ont créé des monnaies locales et ont crié à tes politiciens une revendication unanime : « Que se vayan todos ! » (« Qu'ils s'en aillent tous ! »).

Argentine, après un quart de siècle d'accord continu entre le FMI et tes autorités (de la dictature militaire entre 1976 et 1983 au gouvernement De la Rúa en passant par le régime corrompu de Carlos Menem), tu as démontré qu'un pays pouvait arrêter de rembourser la dette de manière prolongée sans que les créanciers soient capables d'organiser des représailles efficaces. Le FMI, la Banque mondiale, les gouvernements des pays les plus industrialisés, les grands médias avaient annoncé que le chaos s'installerait. Or qu'est-il arrivé ? Loin de sombrer, tu as commencé à te redresser.

Argentine, ton président élu en mai 2003, Nestor Kirchner, a défié les créanciers privés en leur proposant d'échanger leurs titres contre de nouveaux de moindre valeur. Après de longues négociations achevées en février 2005, 76 % d'entre eux ont accepté de renoncer à plus de 60% de la valeur des créances qu'ils détenaient. Le monde avait les yeux braqués sur toi et tu as fait la démonstration qu'un peuple pouvait dire non.

Argentine, la suite de l'histoire est bien plus décevante. Car cet accord a finalement marqué la reprise des

remboursements envers les créanciers privés. De plus, voici exactement un an, ton gouvernement remboursait de manière anticipée la totalité de ta dette envers le FMI : 9,8 milliards de dollars en tout. D'accord, tu as économisé 900 millions de dollars sur les intérêts, mais ceux qui ont décidé cela ont fait preuve d'une amnésie très grave. La dictature du général Videla, soutenue par le FMI et les grandes puissances, avait utilisé la dette afin de renforcer son pouvoir, d'enrichir ses dirigeants et d'arrimer le pays au modèle dominant. Pour rembourser, les régimes qui ont suivi ont bradé une grande part du patrimoine national et ont contracté de nouvelles dettes qui sont elles aussi odieuses. De surcroît, l'obtention de ces nouveaux prêts a été conditionnée à l'application de mesures de libéralisation massive, de privatisation systématique et de réduction des budgets sociaux.

Argentine, tes dirigeants avaient pourtant mieux à faire et cet exemple aurait pu faire école sur tous les continents ! Ils auraient pu rompre les accords avec le FMI et la Banque mondiale. Ils auraient pu s'appuyer sur la sentence Olmos, prononcée par ta Cour fédérale de justice, et avancer de solides arguments juridiques pour décréter que la dette est odieuse et n'a pas à être remboursée.

Argentine, nous sommes interloqués d'apprendre que tes autorités négocient actuellement avec le Club de Paris, ce scandale institutionnel réunissant chaque mois à huis clos les représentants de 19 pays riches au sein du ministère français de l'Economie. Tu sais sans doute que ce Club très secret a pour but de contraindre les pays en développement surendettés à rembourser leur dette au maximum, sans tenir compte des conséquences sociales. Tu lui dois 6,3 milliards de dollars, mais une fois encore, cette dette n'a pas profité à ton peuple. Au contraire, les pays du Club de Paris, le FMI, la Banque mondiale, les



grandes multinationales l'ont utilisée pendant des décennies pour t'opprimer, pour que tes responsables leur livrent tes services publics privatisés, dérèglent ton économie et fassent preuve de la plus grande docilité alors que dans le même temps, tes budgets sociaux étaient sévèrement amputés. Le film « La dignité du peuple », de ton compatriote Fernando Solanas, montre bien les situations de pauvreté extrême auxquelles tout cela a conduit.

Argentine, ton président doit choisir entre servir ton peuple et servir tes créanciers. Malheureusement, il rentre dans le rang, il est même allé symboliquement à la Bourse de New York en septembre dernier pour donner le coup de cloche inaugural. Du coup, les montants que tu vas rembourser dans les prochaines années rendront impossible la mise en place d'une politique alternative au modèle néolibéral. Tes demandes sociales, pourtant justes, ne pourront pas être satisfaites tant que tu ne répudieras pas cette dette.

Argentine, voici cinq ans, tes manifestants indiquaient une autre direction qui peut modifier durablement la situation au bénéfice des peuples. Aujourd'hui encore, c'est celle-là que nous voulons.

▼ ERIC TOUSSAINT - DAMIEN MILLET

LE GOUVERNEMENT NIGÉRIEN

ABOIE, LA CARAVANE PASSE...

La 2e édition du Forum social nigérien et de la Caravane des alternatives a été pour le moins agitée. Mais c'est avant tout la preuve de la vigueur du mouvement social nigérien et de la crise de légitimité d'un gouvernement incapable de faire face aux urgences sociales.

Après que le gouvernement a tenté d'interdire totalement le forum, un accord fut trouvé pour qu'il se tienne. Mais les dates initialement fixées furent reportées d'une semaine. Le pouvoir pensait avoir empêché, par ce décalage, la venue de délégations importantes de l'intérieur du pays. Et il est vrai que moins d'une centaine de personnes purent alors se libérer et faire le déplacement (venir d'Agadez ou de Zinder prend la journée entière et coûte très cher). Malgré tout, plus de mille personnes ont participé au forum, ce qui est, dans de telles conditions, une belle réussite. La publicité faite par l'interdiction, puis l'autorisation, a joué un rôle non négligeable. Des gens sont venus en disant : si le gouvernement veut l'interdire, c'est qu'il faut y aller !! Ajoutons à cela la projection du film *Bamako* sur le campus et un débat au même endroit sur la Françafrique, avant même le forum. A chaque fois, salle comble et des débats sans fin.

Mais la réussite tient surtout à l'ampleur des réseaux qui soutiennent le processus : syndicalistes, organisations populaires de base, mouvements de femmes, jeunes, radios communautaires, retraités, 'déguerpis' (gens chassés de leurs maisons pour cause de spéculation foncière), organisations paysannes, chauffeurs de taxis...

La richesse des débats a été une autre preuve de cette vitalité. Deux thèmes revenaient sans cesse : la corruption et la responsabilité de la 'société civile'. D'où parfois, pour des intervenants du Nord, des décalages dans les débats. Au Niger, on oppose totalement 'société civile' et partis politiques, qui ne sont que des appareils pour satisfaire les appétits financiers de leurs leaders. Politicien est synonyme de corrompu, presque une insulte pour la population. La recherche d'alternatives concrètes pose donc des questions pratiques aux mouvements sociaux. S'ils savent faire reculer le gouvernement sur la TVA ou sur le prix de l'essence, ils se demandent comment imposer une autre logique à la société. La mise sur pied d'une expression politique de ces mouvements se heurte à des contradictions.

Malgré tout, ils font peur au pouvoir, miné par son incapacité, par la corruption dénoncée par la presse (non sans risque) et même par les bailleurs internationaux. Les audits se succèdent et aboutissent tous à la même conclusion : malversations, détournements... Les dénégations du pouvoir, criant au complot contre l'Etat lorsque *Transparency international* publie son rapport, remettant en cause les chiffres de ses propres services statistiques lorsque le PNUD maintient le Niger à la dernière place en terme de développement humain, n'y changent rien.

Le régime est donc aux abois, sans soutien autre que clientéliste. Les mouvements sociaux lui font peur et on le comprend. Des initiatives comme le forum représentent un danger réel, tout comme les manifestations qui l'accompagnent. Le forum fut donc autorisé, mais la marche inaugurale et le concert public furent interdits ; il ne fallait pas que le forum sorte du Palais des sports. Le motif avancé était le manque de forces de l'ordre pour assurer la sécurité. Et pourtant, à l'heure prévue de la marche, des camions pleins d'hommes en armes stationnaient le long du parcours prévu !

Jusqu'à l'ouverture du forum, les provocations continuèrent. Des participants, payés par le parti du président, tentèrent de perturber la première plénière sur le thème 'Vous donnez la parole à des étrangers (en l'occurrence moi) et vous la refusez aux vrais Nigériens'. L'opération fit long feu, le forum se tint et fut un succès réel.

La Caravane des alternatives succéda au forum. Une trentaine d'activistes, représentant les différents secteurs membre du Réseau national dette et développement (RNDD), structure membre du réseau international CADTM, prirent la route pour le nord du pays. Chaque soir, le concert gratuit, avec nos amis du groupe Djoro G et Princesse Tifa, se transformait en véritable meeting contre la dette. Des milliers de jeunes ont découvert la question ainsi.

Ne manquait plus que la dernière provocation du gou-

vernement. A Tahoua (550 km de Niamey), la police vint m'arrêter pour me conduire devant le directeur de la Sûreté publique. Sans mandat d'arrêt, sans motif, je fus reconduit à Niamey, maintenu en garde à vue avant d'être auditionné par la directrice de la Police judiciaire, sur la base d'un compte-rendu surréaliste d'un des ateliers que j'avais animés lors du forum. Mais cela n'était qu'un prétexte pour perturber la caravane, qui continua jusqu'à Agadez malgré tout.

Le lendemain on me notifiait un arrêté d'expulsion, toujours non motivé. Le soir, j'étais mis dans le vol de Paris, après une journée très entourée. Les raisons de cette expulsion sont probablement multiples : arrêter la caravane, prouver que des étrangers critiquent le gouvernement national, mais aussi

demande du gouvernement français que je n'aille pas jusqu'à Arlit, dernière étape prévue de la caravane. Véritable enclave française, où Areva exploite les mines d'uranium, la ville porte le surnom de 'petite France'. Françafrique pas morte. ▼ CLAUDE QUÉMAR



Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

Photo : Indymédia (p2) - FSN (p3)

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : janvier 2007

AU SÉNÉGAL CONTRE LES APE...

C'est bien connu, rien n'arrête le CADTM. Rapatrié manu militari en France depuis le Niger, je repars illico à Kaolack pour le Forum social sénégalais. Première impression dès la descente d'avion : Dakar, où je ne suis plus venu depuis 2001, est un véritable chantier. Des tours poussent partout, les routes vers les lieux touristiques s'élargissent. Mais rassurez-vous, les rues des quartiers populaires sont toujours aussi défoncées. Tous ces chantiers sont assurés par des entreprises étrangères. Il est clair que des investissements importants sont faits à Dakar, le port a pris en grande partie la place d'Abidjan comme point d'entrée pour l'Afrique de l'Ouest. Mais une minorité de la population profite de cette manne. La majorité de la population s'appauvrit, les coupures de courant sont quotidiennes.

Kaolack, centre de la zone arachidière, ne connaît pas ce boom. Les immenses hangars sont vides mais on connaît les mêmes coupures d'électricité.

Contrairement aux forums sociaux habituels, le forum sénégalais se donne une thématique d'ensemble : cette année, le refus des accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les pays ACP (voir ci-contre). Tous les débats tournaient donc autour de cette question. L'objectif visé était d'appuyer la partie du gouvernement sénégalais qui refuse les APE sous leur forme actuelle, la présence du ministre du Commerce lors de la clôture du forum prenait donc une importance particulière. Ce forum se voulait aussi une étape de préparation nationale du Forum social mondial de Nairobi ; national ou plutôt binational, puisque sénégalien. La participation gambienne, même si numériquement faible, était symbolique.

La participation a dépassé les objectifs, d'où quelques problèmes financiers. La forte représentation paysanne et des pêcheurs est le signe d'une implantation des mouvements sociaux au cœur des réalités. Les femmes également étaient très nombreuses, ce qui est normal à Kaolack, au vu de l'implantation de l'Aprofes, Association pour la promotion de la femme sénégalaise.

Les jeunes se réunissaient à part pour préparer le FSM de Nairobi avec leurs homologues gambiens. Tous les thèmes furent abordés : sida, emploi, migrations, conflits, place des femmes... dans l'objectif d'aboutir à une déclaration finale portée par la délégation sénégalienne à Nairobi.

Je vous dirai peu de choses sur le détail des débats, ceux-ci ayant eu lieu en wolof, et c'est très bien ainsi. Les traductions en anglais, des interventions en français m'ont tout de même donné l'occasion de comprendre les enjeux. Les participants portaient de réalités très concrètes, vécues quotidiennement, ce qui peut interroger sur le choix fait des intervenants : des 'experts' uniquement. Certes il est important d'avoir les arguments pertinents pour justifier le refus des accords, avancer des alternatives mais peut-être aurait-il été utile d'avoir un espace pour l'expression sectorielle, sans en référer systématiquement aux APE.

Des secteurs entiers de l'agriculture sénégalaise et de la pêche sont déjà sinistrés. La mise en place des accords, en ouvrant encore davantage les marchés locaux, en diminuant les rentrées fiscales, aggravera encore la situation. Les inégalités, en hausse visible, ne pourront que s'accroître.

Juste une anecdote : la coupure de courant quotidienne du dernier jour a eu lieu... juste pour l'intervention du ministre du Commerce, qui a dû patienter pour intervenir.

▼ CLAUDE QUÉMAR

DES PARTENARIATS ÉCONOMIQUES ENCOMBRANTS...

Pour comprendre les enjeux des APE entre l'Union européenne (UE) et les pays ACP (Afrique Caraïbe Pacifique), il faut resituer le contexte. Le cycle de Doha 'pour le développement' de l'organisation mondiale du commerce (OMC) est bloqué depuis plusieurs années. Les derniers sommets de l'OMC à Cancun et à Hong-Kong n'ont pas permis aux pays du Nord d'imposer la libéralisation totale du marché mondial.

Il reste donc à l'Union européenne, dans le cadre d'une concurrence internationale entre pays du Nord, à utiliser l'arme qu'est l'accord de Cotonou. Depuis une trentaine d'années, en effet, l'UE a mis sur pied des accords de libre-échange avec 75 pays (dont 39 pays moins avancés, PMA), anciennes colonies, qu'on appelle ACP (Afrique Caraïbe Pacifique). Après les conventions de Lomé, en 2000 l'accord de Cotonou recadrait ces relations commerciales mais maintenait un cadre de non-réciprocité. Avec les conventions de Lomé, les pays ACP se voyaient octroyer un accès au marché de l'UE en pouvant maintenir des protections sur des produits-clés. L'accord de Cotonou maintenait un système préférentiel. Il s'agissait d'accords de libre-échange dont les effets ont déjà été largement déstructurants pour les économies du Sud, en particulier en privilégiant les productions d'exportation, notamment agricoles, dans le but pour les pays du Sud d'obtenir les devises nécessaires au paiement du service de la dette. La dépendance agricole vis-à-vis des exportations s'est accrue, à l'encontre de leur souveraineté alimentaire.

Le représentant mauricien à l'ONU, porte-parole des pays ACP, souligne ce bilan en disant que les pays ACP ont déjà beaucoup ouvert leurs marchés et leur situation économique et sociale s'est dégradée.

Les dispositions adoptées par l'OMC rendent impossible le maintien des accords UE/ACP existants. Ceux-ci sont, en effet, trop peu libéralisés. Un accord ne peut avoir lieu qu'avec tous les pays en voie de développement, éventuellement tous les PMA, pas uniquement les 75 pays, l'accord se passant à l'échelle régionale. L'OMC fait obligation aux deux régions concernées de libéraliser 'dans un délai raisonnable'.

Le premier problème de fond qui apparaît est que ces accords ne font que renforcer le commerce inéquitable, en inondant les marchés du Sud de produits fortement subventionnés, cassant les productions locales. L'UE a ainsi dépensé 1,43 milliard d'euros en 2005 en subventions à l'exportation pour le lait et les produits laitiers. De plus, OMC oblige, ces accords incluent les services, la propriété intellectuelle, le respect des programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI.

Tout d'abord, ces accords sont inéquitables de par la taille même des protagonistes. Les disparités économiques sont telles que le PNB de la zone Pacifique représente 0,07% du PNB de l'UE (1 400 fois moins !). Comment peser dans des négociations ?

41 % des exportations des ACP sont à destination de l'Europe, d'où une très forte dépendance, mais vu de l'autre côté, les pays ACP ne représentent que 3% des importations de l'UE. Oxfam donne une comparaison encore plus éclairante : *'le montant des primes versées*

par les entreprises de la City de Londres à leurs dirigeants est ainsi plus élevée que ce que l'Europe dépense pour acheter des produits issus de l'ensemble des pays ACP.

Pour les pays moins avancés, les APE ne représentent pas une amélioration de leurs relations commerciales avec les pays du Nord. Le programme 'tout sauf les armes' qui date de 2001 leur donnait déjà un accès sans droits de douanes pour la très grande majorité de leurs exportations vers l'UE. Mais les pays non PMA n'y gagneront rien, ils y perdront même du fait de l'intégration régionale.

Si on ajoute les mesures sanitaires et phytosanitaires qui s'ajoutent aux obstacles, le coût de la mise en place des mesures, on recherche les gains annoncés. Des droits de douane plus importants sont imposés sur les produits transformés, décourageant par là même les pays ACP de transformer leurs propres produits.

Certes, l'UE accepte d'ouvrir 100% de ses marchés, les règles de l'OMC étant d'une moyenne de 90% mais dans une situation tellement favorable que cela lui coûte peu, sur des produits qu'elle ne possède pas.

Selon Oxfam : *'Les gouvernements ACP, eux, devront choisir entre maintenir les droits de douane sur les importations sources de recettes fiscales essentielles comme les voitures ou l'électronique, protéger des denrées de base telles que le maïs, mettre quelques industries existantes à l'abri de la concurrence européenne, ou maintenir leur capacité à soutenir le développement industriel futur du pays.'*

Pour ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, la Banque mondiale estime que les recettes douanières représentent en moyenne entre 7 et 10% des revenus fiscaux de l'Etat, 20% pour la Gambie et le Cap Vert. Les produits importés de l'UE représentant 40% des importations, c'est une chute située entre 10 et 20% de leurs recettes fiscales totales que ces pays subiraient, avec les conséquences sur leur budgets et donc leurs dépenses sociales. Pour le Congo, la perte de recettes douanières dues aux APE est estimée à la valeur des dépenses publiques de ce pays en matière d'éducation.

La Commission européenne en rajoute une couche en mettant comme condition à la signature des APE la mise en place de règles sur l'investissement incluant une réciprocité totale. La priorité pour l'UE ne réside pas, en effet, dans l'agriculture mais dans le domaine des services, où elle propose d'aller encore plus loin que l'AGCS.

Elle met en avant que les accords entraîneraient une hausse des investissements étrangers. La Banque mondiale, dans ses études, ne confirme pas ce pronostic. Les principaux facteurs décourageant les investisseurs en Afrique subsaharienne sont les préoccupations relatives à la stabilité politique, à la sécurité ou aux incertitudes concernant l'approvisionnement en électricité, plutôt que l'absence d'accords d'investissements contraignants.

Les APE s'opposent également à l'intégration régionale, c'est-à-dire à la mise en place de marchés régionaux ou sous-régionaux qui ne sont pas consolidés et qui présentent l'avantage de lier des pays de force économique et commerciale plus égale. Si les marchés régionaux sont ouverts aux importations européennes, cela va saper leur consolidation. Tout d'abord, tous les pays de la zone seront traités de manière identique. Ainsi, dans le Cariforum, Haïti serait traité comme les autres pays

membres, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui au vu du délabrement de la société haïtienne. Oxfam à nouveau illustre le risque encouru : *'Si le Kenya choisit de ne pas libéraliser la farine et maintient ses niveaux tarifaires sur ce produit mais que l'Ethiopie supprime tous ses droits sur la farine, les commerçants pourront contourner les restrictions établies par le Kenya en important depuis l'Ethiopie des biens bon marché (et potentiellement «bradés») importés d'Europe.'*

La présence conjointe de PMA et de non PMA dans les groupes de négociation pose également problème. Les PMA ont déjà accès aux marchés européens, les non PMA se verront appliquer les mêmes règles douanières.

Enfin l'UE refuse de renforcer son dispositif d'aide (FED, Fonds européens pour le développement) lors de la signature d'APE pour accompagner la mise en place de ces accords.

Au vu des conséquences de ces accords, permettant à l'UE de contourner les négociations de l'OMC dans l'impasse, on comprend les mobilisations des mouvements sociaux dans les pays concernés et les réserves émises par les gouvernements eux-mêmes. Les agriculteurs et producteurs seront soumis à une concurrence inégale, venue de producteurs fortement subventionnés. L'intégration régionale, étape indispensable pour des politiques de développement au Sud, sera sévèrement affectée. Les gouvernements ACP se verront privés d'une part importante de leurs ressources et de leurs possibilités de mener des politiques publiques de développement.

Le refus des APE sera donc un thème central du prochain FSM de Nairobi, de par l'enjeu qu'ils représentent en Afrique. Les mobilisations sociales devront mettre en avant non pas seulement la nécessité de négocier de meilleurs accords mais la priorité donnée à la satisfaction des populations locales, la souveraineté alimentaire, des politiques régionales ou sous-régionales de développement intégré, avant de pouvoir négocier avec les pays du Nord. L'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui l'OMC doit permettre de renverser la vapeur, c'est la logique globale qui doit être refusée. Les prochaines campagnes électorales en France doivent nous permettre de rappeler notre refus de cette politique de l'UE, comme sur l'ensemble des relations Nord-Sud.

▼ CLAUDE QUÉMAR

BRÈVE

L'année 2006 aura été dramatiquement banale au Nigeria : au moins 250 morts de plus dans une nouvelle explosion de pipe-line à Lagos le 26 décembre, et dans le delta du Niger, là où les transnationales du pétrole continuent de spolier les populations de leurs ressources tout en souillant l'environnement, la violence semble s'installer. En ce seul mois de décembre 2006, se sont succédé kidnappings, explosion à la voiture piégée et affrontements entre l'armée nigériane et les forces séparatistes du MEND (Movement for the Emancipation of the Niger Delta). Le gouvernement nigérian refuse toujours d'ouvrir des négociations avec des rebelles qu'il considère comme des gangsters – leur chef Asari est toujours en prison et en attente de procès – et décline toute responsabilité dans les explosions de pipe-lines mal entretenus et mal surveillés qui n'arrêtent plus de décimer les populations pauvres du pays.

▼ SERGE VIENNE

TOUR DU MONDE DE LA DETTE

C'est un véritable tour du monde que nous propose l'actualité de la dette. Attachez vos ceintures, c'est parti...

+ Deux dictateurs disparaissent dans des conditions fort différentes. Au **Chili**, Pinochet est mort sans avoir été jugé ni exprimé le moindre regret, bien au contraire. Quel responsable chilien dira publiquement que la dette qu'il a contractée au nom du Chili entre 1973 et 1990, avec la complicité du gouvernement des Etats-Unis, de la Banque mondiale, du FMI et des grandes puissances, est odieuse et n'a pas à être remboursée ? En **Irak**, Saddam Hussein a été pendu à la va-vite, sans avoir été jugé pour la totalité des crimes dont il était accusé. Le peuple irakien continuera de rembourser la dette odieuse contractée en son nom par Saddam puis par les puissances occupantes après 2003. Opposé fondamentalement aussi bien aux exactions du régime de Saddam Hussein, soutenu depuis les années 1970 par les pays occidentaux avant d'être mis au ban des nations en 1990, qu'à l'invasion militaire des Etats-Unis et de leurs alliés en violation du droit international, le CADTM France tient à rappeler son refus catégorique de la peine de mort. Comme le disait si bien Victor Hugo, on ne lave pas du sang avec du sang, mais avec des larmes...

+ Deux victoires électorales sont venues donner le sourire cet automne. En **Equateur**, Rafael Correa a été élu président grâce à un discours de rupture avec la logique dominante, représentée au second tour par le milliardaire de la banane. Pourvu que l'espoir ne soit pas déçu dans ce pays qui a déjà traversé de tels moments prometteurs. Quelques jours plus tard, au **Venezuela**, Hugo Chavez était réélu avec une confortable avance. De quoi poursuivre la modification en profondeur des rapports sociaux entamée depuis son accession au pouvoir, en attendant de s'attaquer un jour, qui sait, à la dette. Champagne !

+ En décembre 2006, la **Sierra Leone** a achevé de franchir tous les obstacles de l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés). Comme son gouvernement a bien appliqué toutes les recommandations des experts néolibéraux du FMI et de la Banque mondiale, elle aura droit à une remise de dette. Si les montants dûs diminuent, la logique demeure et l'économie de la Sierra Leone est sous contrôle. Du FMI, mais toujours pas de son propre peuple... Le mois précédent, **Haiti** intégrait cette même initiative. Les critiques du CADTM envers PPTE sont nombreuses et largement développées sur www.cadtm.org. Insuffisante, très en retard, cette initiative cherche à rendre la dette juste «soutenable» (quel horrible mot !) et à relégitimer la domination des tenants du modèle actuel, fortement mise à mal dans les années 1990.

+ Avec quelques mois d'avance, les **Philippines** ont décidé fin décembre de rembourser d'un coup la totalité de la somme qu'elles devaient au FMI, soit 220 millions de dollars. La parenthèse de la crise asiatique de 1997-1998 se referme enfin. On peut se féliciter du fait que les Philippines ne seront plus aussi dépendantes du FMI, mais il ne faut surtout pas oublier que la dictature de Ferdinand Marcos a profondément marqué le pays et que la dette actuelle en est l'héritière directe. L'argument de la dette odieuse doit s'appliquer là aussi... Comme dit Jubilé Sud, «on ne doit rien, on ne paie rien !»

+ Un épisode emblématique de la mondialisation s'est déroulé en **Thaïlande**. Le 18 décembre, alors que sa monnaie est en nette appréciation face au dollar, ce qui laisse présager des attaques spéculatives, le gouvernement annonce une mesure drastique de contrôle des capitaux : le gel pendant un an de 30% des dépôts en devises étrangères excédant 20 000 dollars. Ceux qui voudront récupérer leur argent plus vite n'en recevront que les deux tiers. Le lendemain, la Bourse de Bangkok perd 15% et le gouvernement revient sur sa décision. Le surlendemain, la Bourse regagne plus de 11%, effaçant presque ses pertes de la veille. Les marchés ont gagné, une fois de plus. Mais il est de plus en plus urgent d'inverser le rapport de force...

+ La **Chine** a toute sa place dans la mondialisation actuelle : les inégalités y explosent. Selon une étude de la Banque mondiale citée par The Financial Times, le revenu des 10% de Chinois les plus pauvres a baissé de 2,4% entre 2001 et 2003, alors que celui des 10% les plus riches a augmenté de 16%. On les félicite ?

COMPTONS SUR LES DOIGTS

+ **Tsunami** - Deux ans après le terrible tsunami au large de l'Indonésie, la **BBC** a mené l'enquête : moins de 50% des 6,7 milliards de dollars de dons promis à l'époque ont été dépensés. Comme d'habitude, de nombreux gouvernements ont préféré les effets d'annonce : l'Espagne, la France et la Chine ont chacune versé 1 million de dollars alors qu'elles en avaient respectivement promis 60, 79 et 301 ; aux Maldives, le Koweït avait promis 10 millions de dollars mais n'a encore rien dépensé du tout ; en Indonésie, les Etats-Unis ont envoyé moins de 70 millions de dollars sur les 400 promis. Selon le journal anglais *The Guardian*, la Pologne, le Portugal, la Suisse, l'Islande, l'Irlande, la Malaisie et la Nouvelle-Zélande ont versé la totalité de leurs engagements envers le Sri Lanka, mais la Banque mondiale en a versé moins de 25% et la Banque asiatique de développement moins de 20%.

+ **Gleneagles** - Selon l'OCDE, en 2005, l'aide au développement hors remise de dette en faveur des pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne a stagné. Si l'on excepte les sommes destinées au Nigeria, l'aide reçue par l'Afrique subsaharienne a en réalité diminué de 2,1% en termes réels, avec 24,9 milliards de dollars. Les allègements de dettes et l'aide humanitaire expliquent l'intégralité de l'accroissement des apports à cette région depuis 2002. Les promesses en faveur de l'Afrique faites au G8 de Gleneagles risquent fort de ne pas être tenues.

+ **Patrimoine** - L'Institut mondial pour la recherche économique sur le développement de l'Université des Nations Unies (UNU-WIDER, Helsinki) a étudié le patrimoine des individus (tous les actifs, moins les dettes) et a conclu que : «1% des adultes les plus riches possédaient 40% de la richesse totale dans le monde en 2000 et 10% des plus riches détenaient 85% de la richesse mondiale». De plus : «tout foyer détenant 2 200 dollars se place parmi les 50% en haut de l'échelle. Un foyer détenant 61 000 dollars se place parmi les 10% les plus riches.» Les inégalités géographiques sont criantes : «A elles seules, les populations de l'Amérique du Nord, de l'Europe et des pays riches de l'Asie-Pacifique détiennent 90% de la richesse mondiale».

▼ DAMIEN MILLET

MIGRATIONS ET DETTE

Même si les migrations ont aussi d'autres motivations, culturelles par exemple, elles sont essentiellement liées au modèle économique qui résulte de l'action des institutions financières internationales, par l'intermédiaire de la dette.

Les migrations existent depuis l'aube de l'humanité et l'économie mondiale ne serait pas ce qu'elle est sans les migrations : migrations de peuplement d'abord, migration forcée de l'esclavage, migration «chair à canon», migration des travailleurs. Ce n'est qu'avec la récession économique mondiale que les migrations ont été considérées comme un problème.

Selon l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme : «1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat, 2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.»

En 2005, le nombre de migrants atteindrait, dans le monde, 200 millions, soit 2 fois plus qu'il y a 25 ans mais à peine 3% de la population mondiale. Ce chiffre est en augmentation très rapide (82 millions en 1970, 175 millions en 2000), et plus rapide que celle de la population mondiale, ce qui signifie que le fait migratoire n'est pas lié à la seule démographie. La proportion de femmes a considérablement augmenté ces dernières années, elles représentent actuellement 50% des migrants.

Si 60% d'entre eux vivent dans les régions développées, 40% restent donc dans des régions peu développées ; cela signifie que «nous n'accueillons pas toute la misère du monde»...

Les migrants se répartissent de la façon suivante :

- 56,1 millions vivent en Europe (y compris ex-bloc soviétique) ; ils représentent ainsi 7,7% de la population européenne
- 49 millions en Asie
- 40 millions en Amérique du nord, représentant 13% de la population
- 16 millions en Afrique, 6 millions en Amérique latine, 5,8 millions en Australie.

Les principaux pays d'émigration sont la Chine (35 millions d'émigrants), l'Inde (20 millions) et les Philippines (7 millions). Les principaux pays d'accueil sont les Etats-Unis (20% des migrants du monde), la Fédération de Russie et l'Allemagne.

«Officiellement, on distingue trois motifs de migrations : le regroupement familial, l'asile politique et le travail. Dans la pratique, les raisons familiales, économiques et politiques se mélangent souvent. Et il ne faut pas oublier que les populations les plus pauvres des pays les plus pauvres ne migrent pas car elles n'en ont pas les moyens.» Il faudrait ajouter un autre motif qui n'est pas encore reconnu comme une cause « officielle » de migration mais qui ne manquera pas de l'être, hélas, dans les années à venir : ce sont les causes écologiques.

Le regroupement familial

C'est un droit stipulé dans l'article 16 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : «La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat ». L'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme dispose pour sa part que «toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale». Ces personnes viennent donc rejoindre le plus souvent un membre de leur famille qui a

migré pour une raison économique ou politique.

Les migrations pour motifs politiques

Selon le HCR, le nombre de personnes déracinées a approché en 2005 les 21 millions. Au cours des 20 dernières années, c'est l'Afghanistan qui a produit le plus grand nombre de réfugiés et c'est l'Iran qui a accueilli le plus grand nombre de demandeurs d'asiles (4,5 millions), suivi par le Pakistan. Fin 2005, à eux deux, ces pays hébergeaient 1 réfugié sur 5 dans le monde. Beaucoup de demandeurs d'asiles viennent de pays en voie de développement et sont accueillis pour les 3/4 par d'autres pays en voie de développement. Le dernier rapport du HCR note une baisse de 14% des demandes d'asile dans les pays industrialisés par rapport à l'année dernière. L'Europe ne reçoit qu'1/3 des demandes d'asile, mais reste en tête des demandes dans les pays industrialisés, devant l'Amérique du Nord. Les demandeurs sont principalement originaires de Chine, d'Irak, de Serbie-Monténégro, de Russie, et de Turquie.

Deux points à noter : on voit d'une part que ces demandeurs d'asile sont originaires de zones de conflits armés ou de dictatures et ne sont pas des migrants économiques comme les discours officiels voudraient nous le faire croire, et d'autre part on constate aussi qu'ils ne sont pas originaires des zones de conflits situés dans les régions les plus pauvres comme la République démocratique du Congo ou l'Angola. Disons le une fois encore, nous n'accueillons pas toute la misère du monde !

Le rapport du HCR signale une augmentation du nombre de «déplacés internes», personnes vivant dans des situations similaires à celles des réfugiés mais dans leur propre pays : 6,6 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leurs frontières nationales. La Colombie à elle seule compte 2 millions de déplacés. Et on pense bien entendu au Soudan, où fin 2005 le HCR dénombrait 842 000 déplacés.

Il faut rappeler ici le soutien des Institutions financières internationales aux dictatures, que ce soit en Amérique latine (Argentine, Chili...) en Afrique (RDC) ou en Asie. En Indonésie, la Banque mondiale a soutenu le projet de transmigration de Suharto qui a déplacé plusieurs millions de personnes, provoquant d'irréversibles dégâts humains et écologiques.

Les migrations économiques

Elles ont deux origines : la dégradation des conditions de vie et l'accroissement des inégalités entre le Nord et le Sud, toutes deux liées à la logique de la dette. Signalons par exemple que les 20% les plus riches possèdent 74% du revenu mondial tandis que les 20% les plus pauvres se partagent 2% du revenu mondial.

On ne peut parler des migrations économiques sans évoquer le trafic des êtres humains, qui concernerait entre 700 000 et 2 millions de victimes et comprend les trafics de femmes et de mineurs, le proxénétisme ainsi que la traite de main d'oeuvre illégale. Il constituerait l'une des activités les plus rentables du crime organisé, avec des recettes appréciées à 12 milliards de dollars par an, trafic facilité bien entendu par le maintien des paradis fiscaux et du secret bancaire.

Les migrations écologiques

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se penchait récemment sur la question et estimait que «les migrations des réfugiés écologiques pourraient devenir l'un des plus grands défis démographiques du XXI siècle», avançant des chiffres de 25 millions de personnes concer-

nées d'ici 2010.

Parmi les dégradations de l'environnement qui génèrent des déplacements de population, on trouve la déforestation, la désertification et la pollution, qui sont le résultat, entre autre, d'une agriculture productiviste destinée à l'exportation. Certains dirigeants acceptent même les déchets toxiques des multinationales du Nord et empoisonnent ainsi l'avenir de leur population alors même que celle-ci est déjà privée des moyens de se soigner.

Ensuite, il y a les catastrophes dites «naturelles» dont le nombre a augmenté car elles sont en partie liées au modèle de développement actuel. On constate qu'elles font plus de victimes et de dégâts dans les pays pauvres car ils sont privés des différents moyens de prévenir et de se protéger de ces événements.

Parmi les causes de déplacements, il y a aussi la construction de certaines infrastructures énergétiques (grands barrages, oéoducs...) qui sont des aberrations écologiques, financés bien souvent par la Banque mondiale. Ces désordres écologiques sont liés aux choix politico-économiques mondiaux. Ils sont aussi les révélateurs de l'échec de ce modèle néolibéral.

Conclusion

L'évolution des migrations est pour l'essentiel liée au modèle économique néolibéral imposé au monde par les institutions financières internationales. Les migrants ont envoyé 167 milliards de dollars vers leurs pays d'origine en 2005, ce qui représente une fois et demie l'Aide publique au développement des pays les plus riches, au contour d'ailleurs discutable.

Il faut annuler totalement et inconditionnellement la dette et mettre fin aux plans d'ajustement structurel afin de donner aux populations les moyens de se développer et de s'épanouir comme elles le désirent et là où elles le désirent. Notre propos n'est pas d'annuler la dette en vue de lutter contre les migrations que nous réaffirmons être un droit humain fondamental. Le phénomène migratoire est un thème sensible car il soulève des questions complexes identitaires et sociétales, et c'est la raison pour laquelle il est instrumentalisé par le personnel politique, en particulier à chaque campagne électorale. La trop fameuse « maîtrise des flux migratoires » sert de prétexte à des pratiques discriminatoires, xénophobes et racistes, mais ne tombons pas dans le piège : la convergence entre la mondialisation, la dette et l'accroissement des migrations doit nous amener à nous interroger en priorité sur la logique même de ce système économique.

▼ ROSELINE PÉLUCHON ET VÉRONIQUE RACINE

DE BAMAKO À LYON..

Le CADTM a animé plus de 80 débats d'après projection du film «Bamako» depuis sa sortie à la mi-octobre 2006.

Retour sur une soirée spéciale, à Saint Priest près de Lyon, le 27 octobre 2006.

En partenariat avec le Ciné 89 de Saint Priest, un collectif d'organisations (dont CADTM, ATTAC, SURVIE 69, MRAP, Solidaires) avait organisé un débat autour du film *Bamako* et invité Victor Nzuzi, paysan congolais, représentant le réseau CADTM en RDC. Il est très intéressant de noter que la mairie de Lyon organisait le même jour aussi un débat autour du même film... mais en invitant un ancien directeur du FMI ! Décidément, nous n'avons pas la même conception de la solidarité internationale et de l'expression «forum social»...

A St Priest, la salle était plus que remplie. Pendant le film, une attention soutenue et tendue, parfois souriante et même riante devant certaines expressions bien senties, bien placée.

Nous étions au moins 150 à regarder *Bamako* et le procès du FMI se déroulait devant nous. J'avais annoncé la présence de quelqu'un pour discuter, après le film, de la situation dans son pays, quelqu'un qui subissait les conséquences de la dette et qui concrètement pourrait leur dire comment cela se passait, comment lui et ses compatriotes vivaient avec cette dette autour du cou.

Victor Nzuzi s'est levé lentement, après la fin du générique. A peine une dizaine de personnes est sortie discrètement. Et Victor a commencé à parler du Congo.

Un silence impressionnant, une écoute concentrée suivait Victor dans son parcours reliant le film à l'histoire actuelle du Congo, la période pré-électorale, la présence des armées, le rôle de la France, les conséquences des confiscations des ressources naturelles....

Une question du public ensuite sur la capacité des africains évoquée dans le film, question que Victor retourne à son auteur avec de l'humour mais aussi des arguments forts que les gens écoutent.

Un profond respect émanait de ce public. Nous avons clos le débat un peu avant minuit, pensifs, ébranlés mais avec la sensation d'une mission accomplie. Merci Victor pour cette soirée.

▼ DENISE MILBERGUE

QUI A DIT ?

«Si un adulte est de gauche, c'est parce qu'il a des problèmes. Si un jeune est de droite, c'est parce qu'il a aussi des problèmes... Moi, j'ai viré vers la social-démocratie. Quand on a 61 ans, on atteint l'équilibre. [...] C'est l'évolution de l'espèce humaine. Celui qui est de gauche devient plus centriste, plus social-démocrate et moins de gauche. Et cela dépend de la quantité de cheveux blancs. [...] J'ai critiqué pendant tant d'années l'ex-ministre Delfim Neto [en charge de l'Economie pendant la dictature militaire, 1964-1985] et aujourd'hui, il est mon grand ami.»

LULA, PRÉSIDENT DU BRÉSIL, DÉCEMBRE 2006

Mon vœu : adhérer au CADTM

B27

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____@_____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications : ☐ 48 euros ☐ 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : ☐ 10 euros ☐ 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : ☐ 38 euros ☐ (22 euros - petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**